

Sanctions: la Suisse épargne la Chine

GUERRE EN UKRAINE Le Conseil fédéral a décidé de ne pas prendre le risque de fâcher Pékin en renonçant à reprendre des mesures européennes contre deux entités bancaires chinoises dans le cadre des restrictions visant la Russie

FRÉDÉRIC KOLLER

Un long temps de réflexion aura été nécessaire au Conseil fédéral pour trancher. La semaine dernière, il a enfin communiqué sa décision: il ne s'associera pas à l'interdiction européenne de réaliser des transactions avec deux banques chinoises placées sur la liste de sanctions de Bruxelles contre la Russie à la suite de son agression de l'Ukraine. «Rien n'indique à ce stade que des établissements financiers suisses soient en affaires avec ces deux banques, précise le service de presse de la Confédération. Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) continuera de suivre la situation de près et informera le Conseil fédéral si celle-ci devait changer.»

Le ciblage de banques chinoises, accusées d'aider la Russie à contourner les sanctions financières, fait partie du 18e train de sanctions prises le 18 juillet dernier par le Conseil de l'Union européenne. Pékin avait aussitôt protesté envers une décision portant «gravement atteinte aux relations commerciales». Le 12 août, Berne avait annoncé s'associer à ce 18e train à l'exception du secteur financier, tout en rappelant que la reprise des sanctions se fait de manière autonome. Les deux banques chinoises étaient donc épargnées pour une analyse plus détaillée de la part du Conseil fédéral. Pour la Suisse, il s'agissait d'une pesée des intérêts délicate alors qu'elle espère «moderniser» son Traité de libre-échange avec la Chine. Le Secrétariat à l'économie (Seco) expliquait que celle-ci

19

Nombre de trains de sanctions visant la Russie adoptés à ce jour par l'UE depuis février 2022.

40

Nombre d'Etats qui bénéficient de l'exemption de visa à destination de la Chine.



Le conseiller fédéral Ignazio Cassis, à droite, et Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, à Berne en 2019. (ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)

doit tenir compte «des critères juridiques, de politique extérieure et de politique économique extérieure».

Visite de Wang Yi en Suisse

Dans son communiqué du 29 octobre, la Confédération rappelle que toute transaction avec le Russian Direct Investment Fund

(RDIF) «ainsi que ses sous-fonds et entreprises» est désormais interdite «afin de limiter encore plus l'accès de la Russie aux devises et marchés financiers mondiaux». L'interdiction qui ciblait déjà 23 entités s'est étendue à 22 autres banques russes. Accusées par Bruxelles de participer au contournement de cette mesure, les deux

entités bancaires chinoises (Heihe Rural Commercial Bank et Heilongjiang Suifenhe Rural Commercial Bank), sont situées dans le nord-est du pays, à la frontière russe.

Dans la pesée des intérêts, il y a le souci pour Berne de ménager un partenaire commercial jugé d'autant plus important au moment où

les taxes douanières américaines commencent à impacter les exportations. Il est à relever que la décision du Conseil fédéral, de nature à contrarier Bruxelles, intervient un peu plus de deux semaines après la visite en Suisse du ministre chinois des Affaires étrangères et membre du Comité central du Parti communiste chinois Wang Yi. Au terme d'une

brève rencontre à Bellinzona avec Ignazio Cassis, le 10 octobre, un «document conjoint» a été publié soulignant un échange «amical et constructif» à l'occasion de la quatrième «ronde du dialogue stratégique au niveau des ministres des Affaires étrangères».

Exemption de visa prolongée

Cette rencontre s'est tenue alors que les deux pays célèbrent le 75e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques et que 2025 marquera le 10e anniversaire du «partenariat stratégique innovant». Wang Yi et Ignazio Cassis ont salué les progrès en vue d'une «optimisation» de l'accord de libre-échange entré en vigueur en 2014. Dans son communiqué, le Ministère chinois des affaires étrangères dit espérer que «la Suisse continuera à soutenir le peuple chinois dans la réalisation de son aspiration à la réunification nationale», en référence à Taïwan. A la suite de cette rencontre, Pékin a annoncé la prolongation d'un an de l'exemption de visa pour les ressortissants suisses. La Suisse est l'un des 40 pays à en bénéficier de manière unilatérale.

Ni l'ambassade de Chine ni la Commission européenne n'ont réagi aux sollicitations du *Temps* pour commenter la décision du Conseil fédéral. Dans le même communiqué, la Suisse annonce par ailleurs l'interdiction d'importation de produits pétroliers depuis des Etats tiers «si ces produits ont été obtenus à partir de pétrole russe». Est-ce le cas depuis la Chine, désormais l'un des principaux clients du pétrole russe? Le Seco n'est pas en mesure de le préciser. ■